Rapport d'Amnesty sur les fortes pressions qui pèsent sur les réfugiés burundais

Amnesty International, 29 septembre 2017 Burundi. Des milliers de rÃ©fugiÃ©s poussÃ©s Ã rentrer chez eux Des milliers de rÃ©fugiÃ©s burundais font lâ€™objet de pressions de plus en plus fortes visant Ã les inciter Ã rentrer dans leur pays, oÃ¹ ils risquent pourtant dâ€™Ãªtre tuÃ©s, violÃ©s ou plus gÃ©nÃ©ralement torturÃ©s, dÃ©clare Amnesty International dans un rapp vendredi 29Â septembre. Le rapport, intitulÃ©Â Se soumettre ou fuir. La rÃ©pression et lâ€™insÃ©curitÃ© poussent les Burun lâ€™exilÂ paraÃ®t alors que deux pays dâ€™Afrique de lâ€™Est ont dÃ©cidÃ© de ne plus accorder automatiquement le statut aux demandeurs d'asile burundais. Cette dÃ©cision a Ã©tÃ© prise en janvier dernier par la Tanzanie et en juin par lâ€™Ougand Les autoritÃ©s du Burundi font elles-mÃªmes pression sur les rÃ©fugiÃ©s pour quâ€™ils reviennent. Lors dâ€™une visite en Tanzanie, au mois de juillet, (son premier dÃ©placement Ã lâ€™Ã©tranger depuis la tentative de coup dâ€™Ã‰tat qui visait Ã renverser, deux ans plus tÃ´t), le prÃ©sident burundais Pierre Nkurunziza a appelÃ© les plus de 240Â 000Â rÃ©fugiÃ©s prÃ©se dans ce pays Ã rentrer chez eux. Le prÃ©sident tanzanien, John Magufuli, sâ€™est fait lâ€™Ã©cho de ses dÃ©clarations. Dâ€ hauts responsables burundais ont fait passer le mÃªme message dans les camps de rÃ©fugiÃ©s situÃ©s en Ouganda. Â«Â Alors que le gouvernement du Burundi affirme que tout va bien et incite les rÃ©fugiÃ©s Ã rentrer chez eux, les Burundais continuent de fuir leur pays face Ã la rÃ©pression et Ã lâ€™insÃ©curitÃ©Â Â»,Â a dÃ©clarÃ© Rachel Nicholson, chercheuse d International spÃ©cialiste du Burundi. Â«Â Soyons clairsÂ : la situation au Burundi nâ€™est pas redevenue normale et les effor du gouvernement pour nier que des atteintes atroces aux droits humains sont encore commises dans le pays ne doivent tromper personne.Â Â» Ce rapport Ã©claire la situation au Burundi, oÃ¹ rÃ¨gne un climat de peur gÃ©nÃ©ralisÃ©, plus de deux ans aprÃ¨s la crise provoquÃ©e par la dÃ©cision du prÃ©sident de la RÃ©publique de briguer un troisiÃ¨me mandat. Les forces de sÃ©curitÃ© et les Imbonerakure, lâ€™organisation de jeunesse du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie â€“ pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD), de plus en plus militarisÃ©e, continuent de commettre des atteintes aux droits humains contre les personnes considÃ©rÃ©es comme opposÃ©es au gouvernement (meurtres, dÃ©tentions illÃ©gales, viols et autres actes de torture). Les chercheurs dâ€™Amnesty International se sont entretenus avec 129Â Burundais rÃ©fugiÃ© en Tanzanie (en juinÂ 2016) et en Ouganda (en juilletÂ 2017), notamment avec des personnes qui venaient juste dâ€™arriver dans les camps. Ils leur ont demandÃ© pourquoi ils avaient fui leur pays et pourquoi ils ne se sentaient pas prÃªts Ã y retourner. Dans leur immense majoritÃ©, ils nous ont dit avoir quittÃ© le Burundi en raison de lâ€™insÃ©curitÃ© et de la rÃ©pr exercÃ©e par les Imbonerakure, la police, les services de renseignements (SNR) et lâ€™armÃ©e. Les tÃ©moignages recueillis font Ã©tat de pratiques dâ€™homicides, de passages Ã tabac, de menaces de violence sexuelle, dâ€™actes de torture et dâ€™extorsions. Â«Â Le fait dâ€™appartenir Ã une formation dâ€™opposition, dâ€™entretenir des liens avec des membres d refuser dâ€™adhÃ©rer au parti au pouvoir ou simplement dâ€™essayer de quitter le pays suffit Ã Ã©veiller les soupÃ§ons et Ã exposer Ã une arrestation ou pire encoreÂ Â», a soulignÃ© Rachel Nicholson. Â«Â Dans ces circonstances, la Tanzanie et lâ€™Ouganda doivent absolument continuer dâ€™accorder lâ€™asile aux rÃ©fugiÃ©s burundais, conformÃ©ment au droit inte Â«Â Si vous nâ€™appartenez pas au CNDD-FDD, vous Ãªtes considÃ©rÃ© comme leur ennemiÂ Â», a dÃ©clarÃ© un jeune ho Amnesty International. Seize personnes ont dit Ã Amnesty International quâ€™elles avaient Ã©tÃ© torturÃ©es ou maltraitÃ©es dÃ©tention. Lâ€™une dâ€™entre elles, un jeune homme qui a passÃ© une semaine en dÃ©tention en mai dernier dans la prov Kirundo, dans le nord du Burundi, nous a racontÃ© quâ€™il avait Ã©tÃ© placÃ© dans une petite piÃ¨ce sans Ã©clairage, en compagnie de trois autres personnes, frappÃ© Ã plusieurs reprises Ã coups de matraque et contraint de manger ses repas dans les toilettes situÃ©es juste Ã cÃ´tÃ©. Â«Â Ils nous ont torturÃ©s pour nous faire avouer que nous collaborions avec les rebelles. Un jour, ils nous ont soumis Ã une torture atroce. Ils nous ont pendu une bouteille remplie de sable aux testiculesÂ Â», a-t-il expliquÃ©. Une jeune femme a dÃ©clarÃ© Ã Amnesty International quâ€™elle avait Ã©tÃ© violÃ©e par d membres des Imbonerakure, chez elle et en prÃ©sence de ses deux enfants. Â«Â Je voulais juste mâ€™Ã©chapper, partir Ã lâ€™Ã©tranger. Je savais que je nâ€™Ã©tais pas en sÃ©curitÃ©.Â Â» Â«Â De nombreux rÃ©fugiÃ©s restent traumatisÃ©s pa droits humains dont ils ont Ã©tÃ© victimes ou tÃ©moins. Les pays voisins doivent continuer de les accueillir et de les protÃ©ger La communautÃ© internationale doit Ã©galement renforcer son action et apporter un soutien financier suffisant au plan dâ€™action rÃ©gional pour les rÃ©fugiÃ©s du Burundi, qui manque cruellement de moyensÂ Â», a soulignÃ© Rachel Nicholson nouveau rapport paraÃ®t le jour mÃªme oÃ¹ le Conseil des droits de l'homme des Nations unies doit dÃ©cider de renouveler ou non le mandat de la Commission dâ€™enquÃªte sur le Burundi. Dans un rapport publiÃ© dÃ©but septembre, la Commission disait disposer dâ€™Ã©lÃ©ments convaincants, laissant penser que des crimes contre lâ€™humanitÃ© avaient Ã©tÃ© commis Amnesty International demande au Conseil des droits de l'homme des Nations unies deÂ renouvelerÂ le mandat de la Commission. Â«Â Les autoritÃ©s du Burundi aimeraient que les regards de la communautÃ© internationale se dÃ©tournent des atteintes aux droits humains perpÃ©trÃ©es dans le pays. Le Conseil des droits de l'homme doit sâ€™y opposerÂ Â», a dÃ©clar Rachel Nicholson. ComplÃ©ment dâ€™information Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les rÃ©fugiÃ©s (HCR) plus de 400Â 000Â personnes ont fui le Burundi depuis le dÃ©but du conflit, en avrilÂ 2015. Elles ont trouvÃ© refuge, pour la grande majoritÃ© dâ€™entre elles, en Tanzanie, en Ouganda, au Rwanda et en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo. Pour lâ€™instant seuls 6Â % du financement nÃ©cessaire au plan dâ€™action rÃ©gionalÂ 2017 pour les rÃ©fugiÃ©s du Burundi ont Au Burundi mÃªme, plus de 200Â 000Â personnes (soit environ 2Â % de la population) sont actuellement dÃ©placÃ©es Ã lâ€™intÃ©rieur de leur propre pays. Lire lâ€™intÃ©gralitÃ© du Rapport

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});